

## Note interne de visite d'inspection

<b>PACA</b>	<b>GS: VAR</b>	<b>Subdivision de : TOULON</b>	<b>Date: 08/06/2007</b>
<b>Inspecteurs</b>	: CANAL Sylvie / DEVILLERS Thomas		
<b>Exploitant</b>	: CCUAT		<b>Code GIDIC : 064.196</b>
<b>Site inspecté</b>	: Usine de LAGOUBRAN à TOULON		<b>A ou D : A</b>
<b>Activité</b>	: INCINERATION D'OM et DH		<b>Priorité : P1</b>
<b>Objet de la visite</b>	: CONTROLE ANNUEL		
<b>Présentation du site inspecté</b>			
<b>Description succincte des installations inspectées</b>			
<p>Les installations permettent la surveillance des rejets dans l'air et dans l'eau.</p> <p>Un prédécanteur a été installé en amont du décanteur lamellaire, qui permettra de réduire la charge en MES des eaux rejetées au réseau collectif.</p>			
<b>Contexte environnemental et socio-économique</b>			
R.A.S.			
<b>Evolutions prévisibles</b> ( <i>augmentation/réduction d'activité - investissements prévus/envisagés – augmentation/réduction des effectifs,....</i> )			
NEANT			

## Résultats de la visite d'inspection

### Description sommaire du déroulement de la visite

#### - Sujets évoqués

♦ **Rejets gazeux** : une cartouche permet de contrôler les rejets en dioxines en continu sur chaque ligne. Les augmentations de la teneur en dioxines observées sont liées soit à des déchets trop mouillés, soit des filtres à manche défectueux. Ce problème n'est plus rencontré lors des démarrages des fours depuis que ceux-ci sont faits avec du gaz.

Le suivi des émissions de poussières constituent un outil de surveillance des installations intéressant, mais les résultats sont connus a posteriori, lors de l'analyse des cartouches.

Les dépassements observés en HCl sont provoqués par des excès de plastiques dans les ordures ménagères. Ce problème est plus fréquent en hiver. Il est demandé aux apporteurs d'ordures ménagères de répartir dans le temps les quantités livrées.

Les dépassements en CO et en SO<sub>2</sub> sont liés à des bourrages de trémie et à des défauts de combustion.

♦ **Rejets aqueux** : les rejets au milieu naturel sont évalués en fonction de la qualité des rejets au réseau collectif et des performances de la STEP. La teneur en plomb des eaux rejetées devrait être réduite avec la mise en service du pré-décanteur.

La convention tripartite de rejet au réseau collectif d'assainissement a fait l'objet de plusieurs rédactions. Elle est actuellement à la signature de la ville de TOULON.

♦ **Radioactivité** : les déchets hospitaliers sont contrôlés deux fois, les camions à l'entrée sur le site et chaque chariot avant prise en charge dans la chaîne d'alimentation du four. En cas de détection, les chariots sont placés en zone d'attente pendant 3 jours. Si la radioactivité persiste, les pompiers sont appelés. Une information est faite auprès des hôpitaux, pour leur rappeler de stocker les déchets suspects avant envoi à l'incinérateur.

Pour les ordures ménagères, il est plus difficile de mettre en attente les véhicules transporteurs. Les pompiers sont donc appelés systématiquement pour rechercher dans la fosse les produits incriminés.

Concernant l'affaire de l'iridium retrouvé dans les mâchefers en automne 2006, aucune explication n'a pu être donnée, sachant que la radioactivité n'avait pas été détectée à l'entrée dans le site.

#### - Documents consultés

♦ Les résultats d'autosurveillance :

des rejets aqueux

des rejets dans l'air

des retombées atmosphériques

♦ La convention tripartite de rejet à la station d'épuration des eaux usées.

#### - Lieux visités

L'ensemble du site.

#### - Autres remarques

♦ Le CCUAT déclare ne pas avoir reçu le courrier de la DERS au sujet de la campagne d'analyse des rejets aqueux réalisée en 2004. Un double de ce courrier est remis. Les fortes teneurs en Cadmium observées sont accidentelles et pourraient provenir du lavage du décanteur lamellaire.

♦ des teneurs élevées en plomb et en fluorures sont observées dans les REFIO et les mâchefers. Seul un traitement à l'acide formique permettrait de rendre les mâchefers lixiviables, mais globalement cela ne présente pas d'intérêt.

♦ MTD : il est proposé au CCUAT de renseigner le guide d'évaluation édité par le FNADE.

♦ CLIS : le projet de constitution de CLIS n'a jamais été signé par le préfet. Néanmoins le CCUAT réunit une commission de consultation chaque année.

♦ les rapports AST ont montré un décalage des données vers la hausse sur la ligne 2. Cependant les mesures sont fidèles. Le nouvel étalonnage sera vérifié en automne.

### Conclusions de l'Inspection (appréciation - suites données administratives (DRIRE, PREFET) et pénales)

Trois écarts relevés ; deux remarques émises.

### Personnes rencontrées

M. DE GAULEJAC, directeur

M. UBRICH, responsable d'exploitation

### Suivi des écarts des précédentes visites d'inspection : *Aucun écart constaté*